



Programme des Nations Unies pour l'environnement

EP

UNEP(DEPI)/MED Compliance Committee.2/4

9 mars 2009

FRANÇAIS

Original: ANGLAIS



PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE

Deuxième réunion du Comité de respect des obligations

Athènes (Grèce), 26-27 mars 2009

Examen des questions générales de respect des obligations par les Parties contractantes

Table des matières

Remarques générales

1. Examen des saisines effectuées par des Parties contractantes
2. Examen des questions générales de respect par les Parties contractantes des obligations de rapport dans le cadre de la Convention et de ses Protocoles, y compris l'examen des rapports d'évaluation régionaux établis par le Secrétariat sur la base des rapports nationaux soumis en application de l'article 26 de la Convention
3. Autres questions
 - 3.1 Application du paragraphe 23 des procédures et mécanismes de respect des obligations concernant les "Questions renvoyées par le Secrétariat"
 - 3.2 Indicateurs d'efficacité

Remarques générales

En vue de l'application de la section III des procédures et mécanismes de respect des obligations, tels qu'adoptés par la Décision IG 17/2 de la Quinzième réunion des Parties contractantes, le Comité de respect des obligations, lors de sa première réunion tenue en juillet 2008, a approuvé le programme de travail du Comité pour 2008-2009. Aux termes de ce programme, le Comité devait traiter les questions suivantes :

1. Examen des saisines effectuées par des Parties contractantes

En ce qui concerne les saisines effectuées par des Parties contractantes, le Secrétariat signale à l'attention du Comité qu'aucune saisine n'a été encore reçue à ce jour.

2. Examen des questions générales de respect par les Parties des obligations de rapport dans le cadre de la Convention et de ses Protocoles, y compris l'examen des rapports d'évaluation régionaux établis sur la base des rapports nationaux soumis conformément à l'article 26 de la Convention.

S'agissant de l'examen des questions générales de respect par les Parties contractantes des obligations de rapport dans le cadre de la Convention et de ses Protocoles, y compris l'examen des rapports d'évaluation régionaux établis par le Secrétariat sur la base des rapports nationaux soumis conformément à l'article 26 de la Convention, le Secrétariat a préparé une analyse qui figure dans le document UNEP(DEPI)/MED CC.2/Inf.3.

Les principaux constats et conclusions de l'analyse générale sont les suivants :

- Huit Parties contractantes¹ ont établi des rapports selon le format en vigueur; sept Parties contractantes² ont adopté le nouveau format par anticipation; six Parties contractantes n'ont pas adressé de rapport.
- L'utilisation de deux modèles de rapports relativement différents a rendu plus délicat le travail d'analyse et de synthèse, faute d'une base homogène.
- Certaines Parties contractantes n'ont répondu qu'à une partie du questionnaire et/ou n'ont pas couvert tous les instruments juridiques.
- Certains rapports ne contiennent pas d'informations sur l'application technique des Protocoles.
- Parmi les Parties contractantes qui ont utilisé le nouveau format, certaines ont utilisé le système des coches et ont apporté des commentaires, substantiels dans certains cas, d'autres se sont bornées à cocher sans commentaires additionnels.
- Concernant également l'utilisation du nouveau format, certaines Parties contractantes ont apporté des informations substantielles sur la partie 1.1.2 (informations générales) notamment sur les tendances actuelles en matière d'environnement côtier et marin, qui permettent d'éclairer l'ensemble du rapport.
- Même si l'intérêt des informations relatives à l'application des Protocoles «Offshore» de 1994 et «Déchets dangereux» de 1996 n'est pas discutable, on peut se demander s'il est approprié de demander un rapport détaillé sur ces Protocoles qui ne sont pas encore entrés en vigueur et que beaucoup de Parties contractantes

¹ Communauté européenne, Espagne, Israël, Italie, Malte, Maroc, Monaco, Turquie

² Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Égypte, République arabe syrienne, Slovénie

n'ont pas signé. Concernant le Protocole «Déchets dangereux» de 1996, beaucoup de Parties contractantes ont indiqué en fait ce qu'elles ont entrepris en application de la Convention de Bâle de 1989.

- Certains rapports sont surabondants en informations qui ne sont pas toujours directement reliées à l'application de la Convention et des Protocoles ce qui alourdit inutilement le rapport.
- Les rapports témoignent d'améliorations considérables pour ce qui touche aux informations sur l'application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, y compris les versions modifiées des instruments qui ne sont pas encore entrées en vigueur. Les rapports soumis manifestent, de la part des Parties contractantes, le souci de communiquer les renseignements disponibles.
- Il est essentiel que toutes les Parties contractantes soumettent des rapports, en application de l'article 26 de la Convention et des dispositions pertinentes des Protocoles, afin que les informations sur l'application de ces instruments soient systématiques et que les Parties contractantes se retrouvent sur un pied d'égalité à cet égard.
- Par ailleurs, la soumission de données techniques par toutes les Parties contractantes permettra au Secrétariat, en particulier les CAR et le MED POL, de contribuer aux rapports périodiques sur l'état du milieu marin et côtier.
- Le nouveau formulaire de rapport améliore la comparabilité des informations, car il permet une analyse quantitative, à la différence du système précédent. Mais il faut absolument que chaque Partie contractante consigne ses observations afin de préciser sa situation et ses conditions nationales pour ce qui touche à l'application de la Convention et de ses Protocoles.
- Les réponses concernant les indicateurs d'efficacité montrent que de nombreuses Parties contractantes ne les ont pas encore établis. Le Secrétariat favorisera une plus grande coopération dans l'élaboration d'un jeu d'indicateurs pertinents, afin de permettre une meilleure évaluation de l'efficacité des mesures prises aux niveaux régional et national.
- Bon nombre des rapports exposent les difficultés rencontrées dans l'application des Protocoles, et en particulier : une prise de conscience insuffisante, des moyens financiers limités, des ressources humaines restreintes et une coordination intersectorielle déficiente.

En conclusion, comme on l'a indiqué plus haut, il importe que les rapports soient rédigés selon le modèle de présentation normalisé pour permettre au PAM d'établir des analyses et des rapports régionaux fiables sur l'application effective de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.

3. Autres questions

Par ailleurs, le Secrétariat souhaite appeler l'attention du Comité sur les questions suivantes :

3.1 Application du paragraphe 23 des Procédures et mécanismes de respect des obligations concernant les "Questions renvoyées par le Secrétariat"

Le Secrétariat, en vue d'appliquer le paragraphe 23 des Procédures et mécanismes de respect des obligations, a engagé des discussions avec toutes les composantes du PAM afin de définir les procédures nécessaires qui leur permettraient de prendre part et de contribuer aux travaux du Comité de respect des obligations. À cet égard, l'on a relevé les tâches suivantes que les composantes du PAM, MED POL y compris, auraient à exécuter sous la gouverne de l'Unité de coordination :

- *Examen des rapports nationaux afin d'y déceler des cas éventuels de non-respect.*
- *Examen des rapports nationaux afin de déterminer si les Parties contractantes rencontrent des difficultés dans la mise en œuvre et la mise en conformité.*
- *Communication par les composantes du PAM à l'Unité de coordination des cas éventuels susmentionnés en vue d'un plus ample examen, d'une discussion et d'une prise de décision conjointes dans le but de notifier ces cas aux Parties contractantes concernées.*
- *Participation d'experts des CAR et du MED POL aux réunions du Comité de respect des obligations, sur décision du Comité, pour qu'ils fournissent des informations et leur expertise.*
- *Participation à des évaluations sur place des cas ou situations de non-respect, si le Comité de respect des obligations le décide.*
- *Assistance aux pays pour renforcer la mise en œuvre et obtenir la mise en conformité avec les obligations découlant de la Convention et de ses Protocoles.*

Une note de service du Coordonnateur du PAM a en outre été adressée aux composantes du PAM concernées pour leur conseiller d'examiner le contenu des rapports nationaux pour 2004-2005 en vue d'y relever les difficultés éventuellement rencontrées par les Parties contractantes dans l'application de la Convention et de ses Protocoles. Il leur a aussi été conseillé d'examiner toutes les questions relatives à d'éventuelles situations de non-respect, conformément au paragraphe 23 des Procédures et mécanismes de respect des obligations, et d'en informer l'Unité de coordination.

Le Secrétariat souhaite signaler à l'attention du Comité que le relevé dans les rapports nationaux de difficultés rencontrées par les Parties contractantes qui pourraient être jugées comme des situations de non-respect appelant un règlement tel que prévu au paragraphe 23 des Procédures et mécanismes de respect des obligations, soulève une question délicate. À cet égard, il est demandé au Comité des conseils quant à la nécessité de critères ou d'une liste de contrôle qui aideraient le Secrétariat et les composantes du PAM à appliquer efficacement le paragraphe 23 des Procédures et mécanismes de respect des obligations concernant :

- a) Le relevé des difficultés rencontrées par les Parties contractantes dans l'application de la Convention et de ses Protocoles ;
- b) Le relevé d'éventuelles situations de non-respect.

Les moyens précités (critères ou liste de contrôle) pourraient aussi être utiles aux Parties contractantes pour leur faciliter, de leur côté, le processus d'identification d'une éventuelle situation de non-respect.

3.2 Indicateurs d'efficacité

En vue de l'application de l'article 26 de la Convention de Barcelone, la Quinzième réunion des Parties contractantes a demandé au Secrétariat d'élaborer et proposer un jeu

d'indicateurs permettant d'évaluer l'efficacité des mesures juridiques, administratives, techniques et autres prises par les Parties en application de la Convention et de ses Protocoles.

Le projet de jeu d'indicateurs a été établi et communiqué aux Parties contractantes pour observations et contributions.

Il convient de noter que, lors de l'identification et du choix du jeu d'indicateurs, le Secrétariat et les composantes du PAM ont procédé à une analyse approfondie des dispositions juridiquement contraignantes de la Convention et de ses sept Protocoles, ainsi que du formulaire de rapport pour chaque instrument juridique. Ils ont également analysé les prescriptions émanant des diverses lignes directrices, stratégies et plans d'action régionaux adoptés les Parties contractantes à la Convention de Barcelone. Le Secrétariat a en outre veillé à ce que les indicateurs d'efficacité définis ne soient pas en contradiction avec les informations requises des Parties contractantes au titre du formulaire de rapport.

Par ailleurs. Il a été convenu que les composantes du PAM présenteraient le jeu d'indicateurs relevant de leur domaine de travail à leur Points focaux respectifs, aux fins d'examen et d'observations, avant de soumettre le projet de jeu final d'indicateurs d'efficacité à la prochaine réunion des Points focaux du PAM, puis à la Seizième réunion des Parties contractantes, pour examen et approbation.

Les indicateurs proposés et la note explicative sont présentés dans le document UNEP(DEPI)/MED CC.2/Inf.4.

Le Secrétariat souhaiterait inviter le Comité de respect des obligations à examiner les indicateurs d'efficacité proposés en vue d'identifier et d'analyser, s'il y a lieu, leur pertinence et leur utilisation aux fins des travaux du Comité.

Recommandations du Secrétariat

Le Comité de respect des obligations est invité à examiner les modalités qui permettraient d'accroître le rôle facilitateur des Procédures et mécanismes de respect des obligations et d'inciter les Parties contractantes à soumettre aux Comité des situations de non-respect.

Le Comité de respect des obligations est aussi invité à avoir un échange de vues sur les constats, considérations, conclusions et propositions relatifs au système de rapports, à l'application de la Convention et de ses Protocoles ainsi qu'aux indicateurs d'efficacité, et à dispenser conseils et instructions, s'il le juge utile.